

# **ARGUMENTAIRE**

---

## **PROJET DE LOI DE FINANCE**

### **► La situation des comptes publics est préoccupante.**

- ☛ Un déficit devenu record.
- ☛ La maîtrise de la dette publique n'est plus d'actualité.
- ☛ Des économies sont faites sur le dos des plus faibles.

### **► Des hypothèses économiques peu crédibles et incohérentes.**

- ☛ Les lois sur les retraites sont inquiétantes.
- ☛ L'activité économique reste faible.
- ☛ La situation de l'emploi reste préoccupante.
- ☛ Les collectivités locales vont servir de variable d'ajustement.
- ☛ Des postes sont supprimés.
- ☛ Aucun effort n'est fait pour accroître le pouvoir d'achat.

### **► Les budgets de certains ministères sont en baisse.**

- ☛ Les crédits du ministère de l'écologie et du développement.
- ☛ Les crédits en faveur des territoires et acteurs ruraux.
- ☛ Les crédits en faveur de l'accès à la culture.
- ☛ Les crédits du budget de la recherche et de l'enseignement supérieur.

### **► Propositions du PS.**

- ☛ Renforcer la justice fiscale.
- ☛ Favoriser le développement durable.
- ☛ Majorer la prime pour l'emploi.
- ☛ Favoriser l'investissement des entreprises.
- ☛ Aider les collectivités locales.

## **► La situation des comptes publics est préoccupante.**

### **☛ Un déficit devenu record.**

- ◆ Le déficit public est à peine stabilisé.

La croissance 2007 sera nettement inférieure aux prévisions du Président de la république. (0.5 point en moins). Le gouvernement n'en a pas tenu compte dans ses objectifs de déficit et de dette publique.

- ◆ L'explosion de la dette publique ne peut qu'occasionner une hausse des prélèvements (ex. CRDS).

### **☛ La maîtrise de la dette publique n'est plus d'actualité.**

- ◆ La maîtrise de la dette n'est plus d'actualité : 66,6% du PIB (le seuil européen toléré est de 60%). Ce dernier était respecté entre 1997 et 2002.

- ◆ La politique de privation qui est menée, est contestée par la cour des comptes.

### **☛ Des économies sur le dos des plus faibles.**

- ◆ La fin des exonérations de redevance.

A partir de 2008, près de 780 000 foyers fiscaux constitués de personnes âgées ou handicapées, devront donc acquitter 116 € de redevance alors qu'ils en étaient exonérés auparavant. Ceci permet à l'administration fiscale de faire une économie de 100 millions d'€ par an.

- ◆ Le paquet fiscal est un contre choc social.

Les 15 milliards d'avantages fiscaux au profit des plus favorisés seront payés par des prélèvements supplémentaires lourds (Taxation des médicaments).

Seuls quelques privilégiés bénéficient du bouclier fiscal. Cette année, 2 398 contribuables se sont partagés 121 millions d'euros (50 503 euros en moyenne).

- ◆ En juillet dernier, aucun coup de pouce n'a été donné au SMIC.

L'an prochain les pensions de retraite, les allocations familiales, la prime pour l'emploi augmenteront moins que l'inflation. Les franchises médicales ne sont que des taxes sur les malades.

## **► Des hypothèses économiques peu crédibles et incohérentes.**

### **☛ Les lois sur les retraites.**

- ◆ Elles n'ont pas préservé l'avenir de notre système social.

- ◆ Les pensions de retraite augmenteront de 1,1 % en 2008, moins que la hausse des prix prévue.

### ☛ L'activité économique.

- ◆ Le budget 2008 est sans effet sur le pouvoir d'achat.

- ◆ L'activité économique de notre pays est beaucoup plus dégradée que celle de nos voisins. Le commerce extérieur ne cesse de se détériorer (22,9 Md€ en 2007 34,6 Md € prévu en 2008).

- ◆ Le paquet fiscal a favorisé la rente au détriment des investissements.

### ☛ La situation de l'emploi.

- ◆ Le rythme des créations d'emploi a été divisé par 2 entre le 1er et 2° trimestre 2007.

- ◆ Les crédits en faveur de l'emploi traduisent le désengagement de l'Etat. Le budget en faveur des contrats aidés diminue fortement.

- ◆ La formation professionnelle est remise en cause.

### ☛ Le pouvoir d'achat.

- ◆ Aucun effort n'est fait pour accroître le pouvoir d'achat et l'investissement des revenus les plus modestes.

### ☛ Les emplois.

- ◆ La suppression des postes dans la fonction publique permet de réaliser une économie de 458 M €, loin des 2 Md € envisagés.

### ☛ Les collectivités locales.

- ◆ Elles vont servir de variable d'ajustement par le contrat de stabilité et devoir augmenter les impôts diminuer leurs investissements et réduire les services.

- ◆ Le Revenu de Solidarité Active va augmenter les charges des départements.

### ▶ Les budgets de certains ministères sont en baisse.

#### ☛ Le ministère de l'écologie et du développement.

- ◆ Son budget est de 10 milliards mais seulement 4 % réellement affectés à l'écologie. Le reste est consacré aux politiques en faveur des transports, de la sécurité routière. L'effort financier consenti en 2008 au titre de l'environnement est même en baisse de 150 millions d'euros par rapport à 2007.

#### ☛ Les crédits en faveur des territoires et acteurs ruraux.

♦ Ils baissent de 7,65 %. Les crédits de paiement en faveur des mesures agro-environnementales et territoires baissent de 1,22 %.

#### ☛ **Les crédits en faveur de l'accès à la culture.**

♦ Ils subissent une baisse 17,9 %. Les aides aux établissements d'enseignement culturel diminuent de 6,2 %.

#### ☛ **Les crédits du budget de la recherche et de l'enseignement supérieur.**

♦ Ils augmentent de 1,8 milliard. Mais ces moyens supplémentaires seront destinés à combler les retards accumulés ces dernières années pour la maintenance des bâtiments.

♦ Le budget alloué pour les logements étudiants est largement insuffisant.

#### ▶ **Propositions du PS.**

♦ Soutenir la consommation et l'investissement en agissant sur le pouvoir d'achat des revenus moyens et des plus modestes.

♦ Réduire durablement les déficits et la dette publique pour retrouver une marge de manœuvre.

♦ Prévenir l'avenir en favorisant la formation et la recherche, en protégeant l'environnement et en favorisant l'accès au logement.

#### ☛ **Renforcer la justice fiscale.**

♦ Plafonner les niches fiscales.

♦ Limiter les avantages fiscaux que les entreprises tirent des rémunérations du type parachutes dorés.

♦ Moduler le taux de l'impôt sur les sociétés en fonction du montant réinvesti des bénéfices.

♦ Réduire le taux de l'impôt des sociétés qui réalise au – 50% de leur chiffre d'affaire à l'exportation

♦ Revenir sur les avantages fiscaux.

♦ Revenir sur la loi des heures supplémentaires.

♦ Supprimer le prélèvement de l'Etat sur les impôts locaux.

♦ Augmenter le montant du prêt à taux zéro pour l'acquisition d'un logement.

♦ Instituer une contribution sociale de 8,3% sur les plus values tirées des stocks potions au profit du fonds de réserve des retraites.

☛ **Favoriser le développement durable.**

♦ Par l'intermédiaire des impôts et des taxations.

☛ **Majorer la prime pour l'emploi de 50 %**

♦ La lier à l'inflation

☛ **Favoriser l'investissement des entreprises.**

☛ **Aider les collectivités locales.**

♦ Remettre en cause le pacte de stabilité pour le calcul des dotations